

## Intervention CTPM du 10 mars 2010

L'UNSA Education et ses syndicats, en lien avec l'UNSA notre union interprofessionnelle sont pleinement engagés dans la journée d'action du 23 mars. Dans un contexte, où les chiffres du chômage rendus publics cette semaine indiquent que près de 10% de la population est en recherche d'emploi, cet appel intersyndical prend tout son sens. En effet, la crise économique n'en finit pas avec ses répercussions en chaîne sur l'emploi et les difficultés financières qui en résultent.

Ces questions touchent non seulement le secteur privé mais aussi la fonction publique. Alors que ces derniers mois nous ne cessons de dénoncer les attaques subies, le gouvernement persiste à ignorer le malaise des fonctionnaires.

Au contraire après la première salve tirée au nom de la révision générale des politiques publiques (RGPP), la deuxième vague est enclenchée avec la RGPP2. Le gouvernement persiste dans son choix de sacrifier l'existence des services publics et d'en faire un gisement d'économie budgétaire.

Cette politique est une véritable catastrophe qui va modifier rapidement et de façon inéluctable le service rendu aux usagers. L'accès de tous à des services publics sur tout le territoire est menacé.

S'agissant plus particulièrement de l'Education nationale, nous tenons à exprimer au nom de nos collègues, dans ce CTPM, leur lassitude par rapport à la dégradation des conditions de travail, leur inquiétude par rapport à l'exercice de leur métier. Nous n'avons cessé d'alerter sur l'effet désastreux dans les écoles, collèges, lycées et services des suppressions d'emploi que nous contestons.

Nos collègues découvrent les mesures prévues pour la rentrée 2010 :

- une surcharge de travail et une pression supplémentaire sur les personnels BiATOSS
- une surcharge des effectifs, faute de postes, particulièrement grave en collège
- une situation toujours plus pénalisante pour les Titulaires remplaçants,
- les attaques répétées contre la maternelle
- le holdup sur les postes spécialisés qui continue y compris dans les RASED.
- l'incidence de la « mastérisation » qui conduit à nommer des stagiaires sans formation sur les emplois d'enseignants.

Et cerise sur le gâteau, l'annonce du recours à des contractuels, à des étudiants ou retraités pour assurer des remplacements !

Allez vous finir par entendre combien ces mesures contribuent à engendrer de la souffrance professionnelle ?

Le dossier des retraites est aussi source de multiples inquiétudes. Le temps qui nous est imparti avant le projet de Loi doit donc être l'occasion d'un véritable dialogue social autour des enjeux de fond qui concernent aussi les fonctionnaires.

De plus, la remise en cause du mode de calcul basé sur les six derniers mois est inacceptable.

Faire croire à l'opinion publique qu'un alignement du système public sur le privé profiterait au financement des retraites du privé est une imposture qui ne vise qu'à diviser les salariés du public et du privé.

Il est urgent que le gouvernement écoute, entende et prenne en compte ces préoccupations légitimes.

Pour toutes ces raisons l'UNSA Education et ses syndicats appellent les personnels à se mobiliser le 23 mars, à faire grève et à manifester sur tout le territoire.